

raisonnables qui aiment la liberté l'ont condamnée comme un crime international, comme un exploit de banditisme international.

Telles sont les deux crises que nous avons à discuter. Je tiens à faire remarquer, et cela sans aucun esprit de critique mais rien que pour mentionner le fait, qu'il m'a fallu envisager ces crises du point de vue du citoyen ordinaire. Le Gouvernement ne m'a pas consulté. Comme tous les honorables membres de la Chambre, à l'exception des ministres, j'ai dû m'en rapporter aux renseignements fournis par la presse et par la radio. Je ne me plains pas. Je veux simplement faire remarquer qu'on a agi différemment en Grande-Bretagne. Au cours de ces deux crises, le gouvernement britannique, si l'on en croit les journaux, a appelé en consultation les chefs de tous les partis et même certains personnages qui n'étaient pas chefs de parti. Je pense que c'est ce qu'il fallait faire. Sans vouloir critiquer, je dois dire que cela me paraît sage. Ici, le Gouvernement n'a pas jugé nécessaire de le faire. Je n'en pense pas moins que, dans des crises comme celles de septembre et de mars, il était opportun d'assurer une action commune, de demander la coopération de tous en vue de l'unité du pays et de proclamer la trêve des luttes de partis. Mais je le répète, et ce n'est pas pour critiquer, le Gouvernement n'a pas choisi d'agir de la sorte. Je me contente de souligner l'attitude du Gouvernement en tant qu'elle me concerne en ma qualité de chef du parti conservateur.

La crise semble passée pour le moment, et nous pouvons parler librement, sans nous abaisser à rechercher des avantages politiques. Je m'abstiendrai le plus possible de toute critique d'ordre politique, parce que cette question est au-dessus des parti et je m'efforcerai de prendre une attitude qui ne s'inspirera aucunement d'esprit de parti.

Je me rends compte que la position du Gouvernement, eu égard à la crise de septembre et à celle de mars, est à la fois difficile et grave. Le Canada n'est pas comme l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, non seulement parce que notre situation géographique est différente, mais aussi pour des raisons d'ordre racial et régional. Le Canada peut se comparer plus équitablement à l'Afrique-Sud. Nos deux pays renferment deux races, deux mentalités, et plusieurs régions différentes. Je n'avais aucunement l'intention d'embarasser le Gouvernement vu l'époque critique et la gravité de la question, et en conséquence j'ai suivi l'exemple anglais au mois de septembre. Je me suis dit que ce serait faire preuve de patriotisme dans les circonstances que de ne pas critiquer le Gouvernement. Je suis tout à fait d'avis, en effet, et je l'ai déclaré plu-

[L'hon. M. Manion.]

sieurs fois, qu'il incombe surtout aux hommes publics de maintenir l'unité canadienne. J'avoue que la chose n'est pas facile dans la situation présente, et cependant je ferai remarquer aux gens qui ne s'arrêtent pas à penser et qui librement prennent une attitude différente, qui trop facilement ignorent les devoirs des hommes publics, que ce ne serait pas dans l'intérêt de l'Empire si la Grande-Bretagne, disons, gagnait une guerre en Europe ou en Asie au prix du démembrement du Dominion du Canada en ses provinces originales. Je suis franchement convaincu qu'un trop grand nombre ont oublié les devoirs qui incombent aux hommes publics.

Or, monsieur l'Orateur, le premier ministre (M. Mackenzie King) fit deux déclarations au cours de la crise de septembre, avant que je n'en eusse formulé une seule. Au début de la crise, c'est-à-dire le 17 septembre, le premier ministre fit la déclaration à laquelle il a fait allusion aujourd'hui. Je vais en donner la substance, et si je fais erreur, je veux que le premier ministre me reprenne. Il appuya les efforts du gouvernement britannique en faveur de la paix, ajoutant toutefois que le gouvernement canadien était prêt, advenant le cas où ces démarches échoueraient, à convoquer le Parlement afin de lui soumettre les propositions formulées. Puis il s'éleva contre les controverses publiques qu'il appela des "hypothèses".

Dix jours plus tard, le 27 septembre, il fit une autre déclaration que je vais citer en entier, étant donné qu'elle n'est pas très longue. Le premier ministre nous en a déjà donné lecture, mais je tiens à la répéter:

"Le gouvernement canadien ne cesse de suivre d'aussi près que possible les graves événements qui se déroulent en Europe.

Le Gouvernement se prépare à toute éventualité et il se dispose à convoquer le Parlement sans délai, au cas où les efforts poursuivis pour sauvegarder la paix européenne échoueraient.

Il est de la première importance que notre nation reste unie, et à cette fin, nous devons tâcher, dans toutes nos paroles et dans tous nos gestes, de ne susciter aucune controverse ou aucune scission de nature à rendre beaucoup plus difficile la tâche du Parlement, lorsqu'il s'agira pour lui de prendre des décisions effectives et concertées.

Le Gouvernement approuve sans réserve les paroles adressées aujourd'hui au monde entier par M. Chamberlain."

Le premier ministre cita longuement M. Chamberlain. Je citerai moi-même un passage d'une de ses allocutions. Voici ce qu'il a dit:

Toutefois, si j'étais convaincu qu'une nation est décidée à dominer le monde par la force, j'estimerais qu'il est notre devoir de lui résister.

Des représentants de journaux lui ayant demandé s'il voulait dire que son gouvernement appuyait M. Chamberlain lorsque ce dernier